

*Revenu national.*—Le revenu national net au coût des facteurs,—ou, plus brièvement, le revenu national,—est la valeur des biens et des services qui proviennent du travail et du capital des Canadiens durant une année, après provision pour dépréciation du capital fixe employé dans la production et à l'exclusion des impôts indirects moins les subventions. Pour l'économie en général, ce total équivaut au gain des Canadiens découlant de la production de biens et de services, c'est-à-dire, la somme des salaires, profits, intérêts, loyer net et revenu net des exploitations agricoles et de l'entreprise non sociétaire.

*Produit national brut.*—Le produit national brut est la valeur des biens et services produits aux prix du marché. Pour obtenir le produit national brut, il est donc nécessaire d'ajouter au revenu national la provision pour dépréciation et les impôts indirects moins les subventions.

*Dépense nationale brute.*—La dépense nationale brute établit la même valeur que le produit national brut, soit la valeur de la production globale de biens et de services aux prix du marché. Cependant, le produit national brut s'exprime en frais de production, tandis que la dépense nationale brute s'obtient en faisant la somme de toutes les ventes, compte tenu des importations et des changements des inventaires. Les ventes se divisent en quatre grandes catégories: ventes aux particuliers, ventes aux gouvernements, ventes aux entreprises commerciales au compte-capital (placements bruts au pays, y compris changements des inventaires), et ventes à l'étranger (exportations). Le total de ces ventes comprend les ventes de biens et services importés. Comme il s'agit de ne mesurer que la production du travail et du capital des résidents du Canada, les ventes de biens et services importés sont déduites.

*Revenu des particuliers.*—Le revenu des particuliers est la somme des revenus courants, qu'ils découlent ou non de l'activité productive. Il embrasse donc les salaires, le revenu net de l'entreprise non sociétaire, les intérêts, les dividendes et loyers nets touchés par des personnes, ainsi que les paiements de transfert de l'État, comme les allocations familiales, les prestations d'assurance-chômage et les gratifications de guerre.

*Évolution récente.*—Le revenu national est de 15 p. 100 plus élevé en 1948 qu'en 1947. La plus grande partie de l'augmentation provient sans doute de la hausse des prix puisque les prix de détail (d'après l'indice du coût de la vie) augmentent de 14 p. 100 durant la même période. On remarque certains changements dans la proportion des différents éléments du revenu national total. Les agriculteurs retirent une part plus grande du revenu national puisque le revenu net de l'agriculture passe à 13·2 p. 100 du revenu national, comparativement à 11·1 p. 100 en 1947 et 10·7 p. 100 en 1939. D'autres éléments,—salaires, revenu de placements et revenu net de l'entreprise non agricole et non sociétaire,—sont tous légèrement inférieurs par rapport au total bien que supérieurs en chiffres absolus. Les profits des sociétés, qui constituent une forte proportion du revenu de placements, ne participent pas à la diminution relative; ils forment 16·7 p. 100 du total chacune des deux années.